

09 jan 2008 -17:59

Allocution du Premier Ministre: Manager de l'année 2007

EMBARGO 18H45

ALLOCUTION DU PREMIER MINISTRE GUY VERHOFSTADT  
A L'OCCASION DE LA PROCLAMATION DU MANAGER DE L'ANNEE 2007  
Bruxelles, le 9 janvier 2008

EMBARGO 18H45ALLOCUTION DU PREMIER MINISTRE GUY VERHOFSTADT A L'OCCASION DE LA  
PROCLAMATION DU MANAGER DE L'ANNEE 2007Bruxelles, le 9 janvier 2008

Chers organisateurs,  
Mesdames et Messieurs,

Une année s'écoule tellement vite. Depuis mon allocution de l'année passée, prononcée à l'occasion de la proclamation du Manager de l'année 2006, nous vivons, à de nombreux égards, dans un autre pays. Surtout sur les plans politique et intérieur, vu que nous avons connu la plus longue formation gouvernementale de mémoire d'homme. Mais, à l'échelon européen et international, beaucoup de choses ont également marqué l'année écoulée. Impossible de toutes les citer, mais il y en a suffisamment pour se rappeler, lorsque l'on fait le plein, que le prix du pétrole a flambé.

Pourtant, pour l'économie belge, l'année 2007, après une année 2006 fabuleuse, fut également une bonne année. Pour la plupart des entreprises, cette année s'est traduite par un bon chiffre d'affaires, de nouveaux recrutements et des investissements complémentaires. Je pense tant à nos exportations qu'à notre emploi. Ainsi, le chômage a-t-il régressé l'année dernière, passant de 8,2 à 7,3%. Et le nombre de vacances de poste ne cesse de croître. A ce point que plane le spectre d'une pénurie de main-d'œuvre adaptée, surtout pour ce qui est des professions critiques.

Qui plus est, ces dernières années, les investissements étrangers furent, en Belgique, d'un niveau exceptionnellement élevé. En 2006, les investissements étrangers ont doublé en Belgique, pour atteindre un montant de 72 milliards de dollars. Grâce à la déduction notionnelle. D'après le Rapport sur l'investissement dans le monde de la CNUCED, rapport datant du mois d'octobre 2007, la Belgique se place ainsi en 4ème position, après les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France, mais avant la Chine. Et d'après les premières prévisions de la Banque nationale, l'année passée aurait à nouveau battu ce record.

Mais tout n'est pas rose pour autant. Vous n'êtes pas sans savoir qu'en raison du prix élevé du pétrole et des autres matières premières, nous faisons face, pour la première fois depuis de nombreuses années, à une inflation plus élevée. Et quoi qu'il en soit, cette inflation exerce un impact sur notre croissance économique.

Que nous réservera l'année 2008? La Banque Nationale table sur une croissance économique de quelque 2%. A savoir le chiffre le plus bas depuis cinq ans. Toujours est-il que c'est 0,6% en moins que l'année précédente.

En sus, notre budget affichait un léger déficit cette année. Et même si je ne veux pas verser dans la dramatisation exacerbée, cela reste tout de même un déficit. Pour la première fois depuis 1999. Indépendamment du fait de ne pas adopter de mesures uniques, l'origine de ce déficit n'est pas difficile à

cerner. Comme le gouvernement se trouvait en affaires courantes depuis le mois d'avril 2007, il ne pouvait pas agir. C'est la raison pour laquelle l'urgence de parvenir à un gouvernement de plein exercice se faisait ressentir de plus en plus. Un gouvernement à même de prendre des décisions, à même de trancher. Un gouvernement capable d'engendrer la stabilité.

Tous les chefs d'entreprise s'en rendent compte, et, en fait, tous les employeurs et employés qui, à juste titre, appellent de leurs vœux des autorités efficaces et un cadre stable, des règles claires et ordonnées ainsi que des autorités régionales et fédérales qui se complètent et se renforcent.

Vous savez très certainement, Mesdames et Messieurs, que le gouvernement intérimaire que nous avons constitué le 21 décembre 2007 se limite à un programme de dix points en vue de répondre favorablement à ces aspirations. Je dis limité. Non seulement limité dans le temps. Mais également limité sur le plan budgétaire. Toutefois, nous voulons réaliser un certain nombre de choses dans le cadre de ces possibilités limitées. Nous voulons nous atteler aux prix. Non pas en imposant des prix maximaux. Mais bel et bien en concluant des accords avec les secteurs-mêmes, en concluant des covenants. Ce qui, d'ailleurs, n'a rien d'innovant. C'est une idée que la France applique déjà. Nous allons également poursuivre la mise en exécution du Contrat de solidarité entre générations. Et, par ailleurs, nous allons réfléchir à propos des réductions de charges-ciblées.

Je peux également vous annoncer ce que je n'ai pas l'intention de faire. Je ne vais pas toucher aux intérêts notionnels. En effet, les intérêts notionnels se sont révélées être la formule par excellence pour créer de l'emploi et attirer des investissements. En revanche, j'estime que l'on doit s'attaquer au problème des abus éventuels. Qu'il faut lutter contre la fraude. Mais nous n'allons pas nous attaquer à ce problème en compromettant cette mesure. C'est pourquoi je tiens à dire clairement, aujourd'hui, que l'on ne touchera pas aux intérêts notionnels.

Mesdames et Messieurs,

Ceci ne concernait évidemment que le seul volet socio-économique de notre mission. En effet, nous attend les prochaines semaines la lourde tâche de réformer et de renouveler l'Etat fédéral. Nous avons confié cette tâche au Groupe de travail Octopus sous la houlette du Vice-Premier Ministre et Ministre des Réformes institutionnelles, Monsieur Yves Leterme. Un second groupe de travail, présidé par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, Monsieur Didier Reynders, se penchera en premier lieu sur les défis socio-économiques et écologiques majeurs. Le 23 mars, ces débats devront aboutir à l'avènement du gouvernement fédéral définitif.

Dans le rapport au Roi sur les réformes institutionnelles que j'ai rédigé dans le cadre de ma mission d'information et de formation, rapport qui a été diffusé hier soir, j'ai esquissé les grandes lignes de ce que l'on pourrait nommer "une proposition communautaire" ou "un nouveau pacte fédéral". Cette proposition n'engage que ma personne. Ce n'est dès lors pas à prendre ou à laisser. Je me suis appliqué à créer un cadre, à poser les jalons d'un débat qui devra aboutir à un accord final. Et j'espère que cet accord pourra garantir à notre pays, pour une période assez longue, la stabilité dont ont besoin nos investisseurs.

La somme de ces éléments, Mesdames et Messieurs, fait que nous faisons face, au printemps de l'an 2008, à une mission exceptionnelle. Il s'agira de réformer nos institutions tout en adoptant les mesures les plus urgentes afin de défendre le pouvoir d'achat de la population, de créer un ballon d'oxygène pour nos entreprises et d'activer notre marché du travail. Tout chef d'entreprise sait ce que cela signifie.

Je souhaite une excellente année 2008 à toutes les personnes sélectionnées pour le titre de "Manager de l'année 2007", au sein de leur entreprise et dans leur carrière professionnelle. Toutes mes félicitations au

manager de l'année.

Je vous remercie.